

OPINIONS

Ce que veut dire « patriotisme inclusif »

MATHIEU BOCK-CÔTÉ

Dans sa conférence de presse du 25 avril, Emmanuel Macron a dit vouloir pour la France un « patriotisme inclusif ». La formule, qui se voulait positive, a peut-être néanmoins écorché certaines oreilles dans la mesure où elle laissait entendre que le patriotisme français, jusqu'à tout récemment, avait été « exclusif ». Doit-il connaître une mue idéologique pour redevenir moralement acceptable ? En quoi le patriotisme français d'hier et d'avant-hier échouait-il le test humaniste de l'hospitalité ? On serait en droit de poser la question à ceux qui se réclament de cette notion : que veut dire devenir inclusif ? Quels critères distinguent le bon patriotisme du mauvais ? Le patriotisme tragique du général de Gaulle était-il suffisamment inclusif ? On l'aura compris, en termes macroniens, le patriotisme français devrait passer de la société fermée à la société ouverte, ce qui n'est peut-être qu'une manière de reconduire en de nouveaux termes le clivage apparemment insurmontable entre progressistes et populistes que les premiers cherchent à imposer.

Mais la question s'impose : inclure à quoi ? L'assimilationnisme ne permettait-il pas justement d'inclure dans la nation des populations diverses qui apprenaient à dire « nous » avec elle en prenant le pli de la culture française ? Ne poussait-il pas les immigrés à s'appropriier les mœurs françaises, en envoyant même des signes ostentatoires d'appartenance à leur nouveau pays ? Le patriotisme inclusif témoignerait d'un autre rapport au monde. D'ailleurs, la formule n'est pas neuve. En 2013, le rapport Tuot, qui avait suscité un certain écho médiatico-politique, avait cherché à l'imposer en plaidant pour le modèle de la « société inclusive », délivré de toute conception substantielle de l'identité française, comme si cette dernière était autoritaire et poussiéreuse. Avant cela, à la fin des années 1990, un partisan de la Third Way (troisième voie entre le libéralisme et la social-démocratie NDLR) comme Anthony Giddens avait aussi plaidé pour une conception « inclusive » de la nation, pour l'adapter à un univers mondialisé et l'ouvrir aux flux migratoires. Telle était l'orthodoxie du moment.

Pour peu qu'on traduise ce vocabulaire propre à la novlangue diversitaire, on retrouve tout

simplement l'idéologie multiculturaliste. Certes, les théoriciens les plus subtils du multiculturalisme le disent désormais compatible avec la nation, mais c'est à condition de vider cette dernière de toute substance, au point de la rendre fantomatique, comme si chaque pays devenait indifférent à sa réalité identitaire et devait même s'y arracher pour s'engager dans une nouvelle définition de lui-même. Dans la perspective multiculturaliste, le peuple historique qui formait le corps de la nation n'est plus qu'une communauté parmi d'autres dans la société plurielle. Il doit consentir à son déclassement symbolique et consentir à une forme de décolonisation intérieure. S'il le refuse, il devient dès lors le principal obstacle à la reconstruction d'une nation véritablement inclusive, dans la mesure où il refuserait d'accepter une différence déstabilisant ses certitudes. Une telle posture serait condamnable.

De ce point de vue, le Canada, qui a inscrit le multiculturalisme dans sa Constitution, est à l'avant-garde de l'« inclusion ». Dans les semaines suivant son élection, à l'automne 2015, Justin Trudeau avait expliqué, dans un entretien au New York Times, que le Canada était un pays sans noyau identitaire propre. Les Canadiens n'auraient en commun que leur diversité et les droits qu'ils se reconnaissent mutuellement. Naturellement, il faudrait toujours donner des preuves d'inclusion supplémentaires, la diversité étant une quête infinie porteuse d'une promesse de rédemption. C'est ce qui a amené le Canada, depuis 2015, à valoriser le niqab à la manière d'un symbole d'ouverture à l'autre. C'est aussi pour cela qu'il y a quelques semaines la Commission canadienne des droits de la personne a mis à la une de son rapport annuel une fillette voilée. Il y a une hubris de la diversité. On en revient à la France. C'est moins un patriotisme pénitentiel, occupé à s'excuser d'avoir trop longtemps exclu « l'Autre », qu'un patriotisme viscéralement attaché à la France et à son droit à la continuité historique que semble réclamer de mille manières le commun des mortels. Si la question nationale obsède à bon droit nos contemporains, et si elle est de plus en plus indissociable de la question civilisationnelle, c'est que la peur de devenir étranger chez soi est devenue palpable. Les petits inquisiteurs qui ne voient là qu'une forme de paranoïa identitaire témoignent surtout de leur incapacité à comprendre le besoin d'une demeure à soi inscrit dans le cœur de l'homme. Le slogan mériterait d'être renversé : on ne cesse de parler d'ouverture à l'autre. Mais ne faudrait-il pas demander à l'autre de s'ouvrir à nous et d'embrasser la civilisation qu'il a décidé de rejoindre ?